

Article 9.

Les dispositions des articles 2, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement général de la loterie nationale du 10 avril 1956, et 6 du règlement du 29 février 1957, sont applicables à la tranche spéciale de la loterie nationale 1958, dite « Tranche de Mai ».

Article 10.

Toute souscription à la tranche spéciale de la loterie nationale dite « Tranche de Mai » implique adhésion au présent règlement.

Article 11.

Ce règlement sera inséré au *Journal officiel* de la République française.

Paris, le 31 janvier 1958.

Pour le ministre des finances,
des affaires économiques et du plan et par délégation :
Le secrétaire général de la loterie nationale,
CH. LEONNET.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Décret n° 58-471 du 3 mai 1958 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-1563 du 28 novembre 1955 réglementant la profession de professeur de judo et jiu-jitsu et l'ouverture de salles destinées à l'enseignement de ces sports de combat.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre du travail et de la sécurité sociale et du ministre de la santé publique et de la population,

Vu la loi n° 55-1563 du 28 novembre 1955 réglementant la profession de professeur de judo et jiu-jitsu et l'ouverture de salles destinées à l'enseignement de ces sports de combat;

Le conseil d'Etat entendu,

Décète :

TITRE I^{er}

Dispositions générales.

Art. 1^{er}. — Le ministre chargé des sports contrôle l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement du judo, du jiu-jitsu et des méthodes de combat assimilées. Il délivre le diplôme prévu à l'article 1^{er} de la loi du 28 novembre 1955, fixe les conditions dans lesquelles l'enseignement est donné et nomme les agents chargés d'en assurer le contrôle.

Art. 2. — Le ministre chargé des sports est assisté d'un comité consultatif national dont la composition et les attributions sont fixées par arrêté ministériel.

TITRE II

Contrôle de l'enseignement.

Art. 3. — Toute personne titulaire du diplôme prévu à l'article 1^{er} (3°) de la loi susvisée qui enseigne, à quelque titre que ce soit, est tenue de s'inscrire auprès du service départemental de la jeunesse et des sports du lieu d'exercice de la profession, qui délivre un récépissé de déclaration.

Cette déclaration, qui doit être faite dans le mois qui suit l'entrée en fonctions, est obligatoirement renouvelée par l'intéressé en cas de changement de lieu d'enseignement.

Cette déclaration devra préciser le lieu et la nature exacte de l'enseignement, l'année d'obtention et le numéro du diplôme et, éventuellement, l'établissement, la salle, l'organisme ou le groupement dont l'intéressé relevait précédemment.

Art. 4. — Dès réception de la déclaration prévue à l'article précédent, le service départemental de la jeunesse et des sports demande à l'autorité judiciaire si l'intéressé remplit la condition prévue à l'article 1^{er} (2°) de la loi susvisée.

Art. 5. — Le service départemental de la jeunesse et des sports, après enquête et en cas d'avis défavorable de sa part reposant sur les motifs énumérés à l'article 3 de la loi susvisée, transmet l'ensemble du dossier, pour décision, à la commission académique prévue audit article.

Art. 6. — Le contrôle de l'enseignement est assuré par les inspecteurs principaux et inspecteurs de la jeunesse et des sports et par les inspecteurs départementaux de la santé. En outre, il peut être fait appel à des personnes spécialement habilitées, dans chaque académie, par le ministre chargé des sports pour aider à titre bénévole les inspecteurs dans leur tâche.

Art. 7. — Les inspecteurs et inspecteurs principaux mentionnés à l'article précédent ont qualité pour constater par procès-verbaux les infractions aux dispositions de la loi du 28 novembre 1955 et du présent décret. Ils sont assermentés, sur la demande du recteur, devant le tribunal de première instance ou le juge de paix de leur résidence.

La formule du serment est la suivante :

« Je jure de bien et fidèlement remplir mes fonctions et de ne rien révéler ou utiliser de ce qui sera porté à ma connaissance à l'occasion de leur exercice. »

Une expédition du procès-verbal de la prestation de serment est remise à l'agent ayant prêté serment. Dans le cas d'un changement de résidence, il n'y a pas lieu à une nouvelle prestation de serment.

Art. 8. — La commission académique prévue à l'article 3 de la loi du 28 novembre 1955 est composée comme suit :

Le recteur de l'académie ou son représentant, président;
Deux inspecteurs de la jeunesse et des sports désignés par le recteur;

Deux représentants des organisations professionnelles les plus représentatives, titulaires du diplôme de professeur exigé par la loi précitée;

Deux représentants des organismes amateurs les plus représentatifs;

Trois professeurs ou maîtres d'éducation physique et sportive, titulaires du diplôme exigé par la loi précitée, désignés par le chef du service académique de la jeunesse et des sports;

Un médecin désigné par le chef du service académique de la jeunesse et des sports.

Art. 9. — Sans préjudice, le cas échéant, des sanctions pénales prévues à l'article 5 de la loi susvisée du 28 novembre 1955, les infractions à l'article 3 de ladite loi peuvent donner lieu, suivant les cas, aux mesures suivantes :

- Avertissement;
- Blâme sans publicité;
- Blâme avec publicité;
- Suspension provisoire;
- Incapacité définitive d'exercer la profession.

La commission académique est saisie par le ministre chargé des sports ou par les inspecteurs chargés du contrôle énumérés à l'article 6 ci-dessus. Les mesures sont prises après un vote à bulletins secrets. Dès l'ouverture de l'enquête, l'intéressé reçoit notification des griefs formulés à son encontre et est invité à fournir des explications écrites dans le délai minimum de quinze jours.

Si l'intéressé est affilié à une organisation professionnelle, l'avis de celle-ci est toujours demandé. Enfin, l'intéressé a le droit d'être entendu personnellement par la commission ou de faire présenter sa défense par un mandataire de son choix.

La décision de la commission est communiquée immédiatement à l'intéressé, au service départemental compétent de la jeunesse et des sports, au comité consultatif national et au ministre chargé des sports.

Appel de la décision rendue pourra toujours être porté devant le conseil de l'éducation populaire et des sports, dans le délai d'un mois à compter de la notification de la décision, par l'intéressé ou le ministre chargé des sports, après avis du comité consultatif.

L'appel sera fait par lettre recommandée. Il n'est pas suspensif.

TITRE III

Contrôle des salles et établissements.

Art. 10. — Toute personne ou organisme désireux d'ouvrir, ou le cas échéant de rouvrir, une salle ou un établissement consacré à l'enseignement ou à l'exercice du judo, du jiu-jitsu ou des méthodes de combat assimilées doit adresser une déclaration au recteur de l'académie relative aux conditions d'hygiène, de technique et de sécurité existant dans ladite salle ou ledit établissement. Cette déclaration devra en outre comporter la liste nominative des professeurs, avec l'indication du numéro et de la date de délivrance de leur diplôme, ainsi que toutes précisions utiles sur les activités prévues.

Ladite déclaration doit être faite un mois au plus tard avant la date d'ouverture de la salle; pour les salles ouvertes depuis la publication de la loi, cette déclaration sera faite un mois au plus tard après la publication de l'arrêté prévu à l'alinéa 4 ci-dessus.

Tout changement apporté au fonctionnement de la salle ou de l'établissement et, en particulier, toutes modifications intéressant les conditions d'hygiène, de technique et de sécurité ainsi que tout changement relatif aux éducateurs utilisés doivent être déclarés dans le mois qui suit au chef du service départemental de la jeunesse et des sports intéressé.

Un arrêté des ministres chargés des sports et de la santé publique déterminera les garanties d'hygiène, de technique et de sécurité exigées des salles ou établissements mentionnés à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Art. 11. — Le contrôle des salles ou établissements est assuré dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 6 et 7 du présent décret.

TITRE IV

Dispositions transitoires et diverses.

Art. 12. — Les demandes d'autorisation de maintenir ouverts les salles ou établissements fonctionnant à la date de la publication de la loi susvisée doivent être présentées par les intéressés dans le délai de un an à compter de la publication de l'arrêté interministériel prévu à l'article 10, dernier alinéa, du présent décret.

Les salles ou établissements à qui l'autorisation serait refusée ou qui n'auraient pas formulé de demande devront cesser leur activité.

Art. 13. — Le diplôme prévu à l'article 1^{er} de la loi du 28 novembre 1955 pourra être délivré par équivalence de titres par le ministre chargé des sports, après avis de la commission prévue à l'article 4 de la loi, aux professeurs en exercice à la date de la publication de ladite loi qui rempliront à cette date les conditions qui seront fixées par arrêté du ministre chargé des sports.

Art. 14. — Sans préjudice des dispositions de l'article 7 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, et conformément à l'article 1^{er} (1°) de la loi du 28 novembre 1955, des dérogations exceptionnelles, individuelles et révocables peuvent être accordées à certains étrangers désireux d'exercer la profession ou d'exploiter ou gérer une salle ou un établissement consacré à l'enseignement du judo, du jiu-jitsu et des méthodes de combats assimilées. Ces étrangers devront justifier de garanties au moins correspondantes à celles exigées par la loi du 28 novembre 1955 et le présent décret.

Les étrangers exerçant déjà l'une des professions réglementées par la loi du 28 novembre 1955 antérieurement à la promulgation de ladite loi ne peuvent continuer l'exercice de leur profession qu'après dérogation accordée dans les conditions prévues à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Art. 15. — Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre du travail et de la sécurité sociale et le ministre de la santé publique et de la population sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 mai 1958.

FÉLIX GAILLARD.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de l'éducation nationale,
de la jeunesse et des sports,
RENÉ BILLÈRES.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
ROBERT LECOURT.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
PAUL BACON.

Le ministre de la santé publique et de la population,
FÉLIX ROUPHOUET-BOIGNY.

Décret du 3 mai 1958 portant autorisation d'un legs
consenti au musée national d'art moderne.

Par décret en date du 3 mai 1958, le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, au nom de l'Etat, est autorisé à accepter le legs fait à l'Etat français pour le musée national d'art moderne par M. Constantin Brancusi, maître sculpteur.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Conditions générales d'intervention des fonctionnaires des ponts et chaussées pour le compte des collectivités et organismes divers, en application de la loi du 29 septembre 1948.

Le ministre de l'intérieur, le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre de l'agriculture, le secrétaire d'Etat à l'intérieur, le secrétaire d'Etat au budget, le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative.

Vu l'arrêté du 7 mars 1949 fixant les conditions générales d'intervention des fonctionnaires des ponts et chaussées pour le compte des collectivités et organismes divers, en application de la loi du 29 septembre 1948,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — L'article 5 de l'arrêté précité du 7 mars 1949 est modifié comme suit:

« Lorsque le concours est apporté occasionnellement pour l'étude de projets et l'exécution de travaux, la rémunération du service est calculée en appliquant au montant des dépenses les pourcentages suivants:

« Jusqu'à 2 millions de francs.....	4 p. 100.
« De 2 millions de francs à 20 millions de francs.....	3 p. 100.
« De 20 millions de francs à 100 millions de francs...	2 p. 100.
« Au-delà de 100 millions de francs.....	1 p. 100 »

Art. 2. — Le directeur du personnel, de la comptabilité et de l'administration générale du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 avril 1958.

Le ministre des travaux publics,
des transports et du tourisme,
EDOUARD BONNEFOUS.

Pour le ministre de l'intérieur et par délégation:

Le directeur du cabinet,
ABEL THOMAS.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du cabinet,
FRANÇOIS DELHOMME.

Le ministre de l'agriculture,

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du cabinet,
JACQUES-HENRI BUJARD.

Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,
MAURICE PIC.

Pour le secrétaire d'Etat au budget et par délégation:

Le directeur du cabinet,
ANDRÉ NEURISSE.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique
et à la réforme administrative,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation.

Le directeur du cabinet,
MAURICE VION.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Décret du 5 mai 1958 accordant une dérogation aux conditions de nationalité fixées par le décret du 11 juin 1929 autorisant la mutation des concessions de mines de fer « Gustave Wiesner » et « Gustave Wiesner-Extension ».

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce et du ministre des affaires étrangères,

Vu le décret du 11 juin 1929 autorisant la mutation en faveur de la Société anonyme des hauts fourneaux de la Chiers des concessions de mines de fer de « Gustave Wiesner » et « Gustave Wiesner-Extension », et notamment l'article 2 de ce décret;

Vu la pétition du 2 décembre 1957 par laquelle la société précitée sollicite une dérogation aux dispositions dudit article afin de pouvoir confier les fonctions de président du conseil d'administration à M. Arsène de Launoit, de nationalité belge.